

«Ils désignent et soutiennent le candidat que je solliciterai les suffrages de mes compatriotes»



base, il me paraît irréaliste de l'envisager pour le sommet».

qu'il sera bel et bien battu, comme tous les autres candidats de cette formation politique, aux élections législatives à Mouila. En réalité, vous devriez savoir que nous cultivons les valeurs de tolérance et de pluralisme d'idées. Et c'est cela, la démocratie. Vous savez, à n'importe quel moment, je peux appeler mon fils, et il viendra. Il ne m'appellera pas M. Le président, mais papa comme tous les enfants savent le faire. La famille est une chose, la politique en est une autre.

Êtes-vous favorable à la candidature consensuelle de l'opposition au prochain scrutin présidentiel ?

Vous me donnez l'occasion de dire que quand le pouvoir insiste sur le candidat consensuel, c'est qu'il y a anguille sous roche. C'est qu'il ne

voudrait pas s'opposer à certains. Je ne participe plus à la Plateforme Alternance (PA) 2 023. Les membres de ce regroupement défendent l'idée d'un État jacobin, centralisé. Ce qui est à l'opposé de la "Provincialisation" qui, elle, se fonde sur un État décentralisé et déconcentré. Du coup, vous comprenez aisément que nos idées ne peuvent correspondre. Partant de là, nous sommes obligés, chacun, en ce qui le concerne, d'aller soumettre aux Gabonais et Gabonaises sa vision afin qu'ils fassent le choix de la "centralité" ou de "la Provincialisation". Dans ce pays, je suis le seul à proposer une autre façon de gouverner la société. La "Provincialisation" n'est pas un programme commun de gouvernement, mais un véritable projet de société. Une

vision que les autres ne partagent pas. Je demande aux autres de s'unir et de trouver leur candidat consensuel, mais moi je solliciterai les suffrages de mes compatriotes. Leur démarche ne me concerne pas.

En rejetant l'idée d'une candidature consensuelle, ne craignez-vous pas d'être accusé de faire le jeu du pouvoir ?

Je ne vois pas comment je ferais, comme vous dites, le jeu du pouvoir. Vu que je serai le prochain président de la République. En réalité, voyez-vous, l'idée d'une candidature consensuelle à la présidentielle est difficilement concevable, vu qu'à la base nous ne sommes pas parvenus à présenter des candidats consensuels et des listes communes aux élections législatives et locales. Si l'unité ne s'est pas faite à la base, c'est plus qu'irréaliste de pouvoir l'envisager pour le sommet. En bas, la guerre continue entre nous. Chacun prêche pour sa chapelle et voudrait avoir des députés et des conseillers municipaux et départementaux. Pensez-vous véritablement que pendant que chacun se bat pour sa survie, qu'on puisse fumer le calumet de la paix pour désigner et soutenir en même temps le candidat consensuel à l'élection présidentielle ? Il y a là, à mon sens, une contradiction flagrante évidente. Si le peuple estime que mon projet n'est pas porteur, qu'il choisisse celui du candidat consensuel de l'opposition. Moi, je serai candidat.

N'allez-vous pas à la présidentielle avec un certain handicap, vu qu'à la différence de certains candidats de l'opposition vous n'êtes pas visible sur le terrain ?

Ceci n'est pas vrai, et vous le savez très bien. De tous les autres, je suis celui qui a organisé douze (12) congrès provinciaux et un national à Libreville avant de me déclarer candidat. J'ai sillonné tout le pays. Le sentiment profond que j'ai est que mes compatriotes, très majoritairement, sont en phase avec mes idées. J'ai été récemment au Maroc, et je m'apprête à aller au Sénégal, au Togo et en France. Tout ceci prouve à suffisance que je suis sur le terrain. Et que la

passion, l'engouement et la ferveur populaire manifestés par mes compatriotes lors de mes différents déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays devraient me porter, tout naturellement, à la présidence de la République.

Pourquoi avoir appelé récemment, lors d'une conférence de presse, à l'organisation des élections générales sur deux (2) jours ?

Par souci de préservation de la paix sociale, uniquement. On nous avait promis des élections aux lendemains apaisés. Honnêtement, on n'en prend pas le chemin. Quand on a en face de soi des gens sourds à toute forme de proposition, je dis, eh ben, allons-y aux élections ! On aurait pu d'abord organiser la présidentielle et, par la suite, les législatives et locales. Il n'y a véritablement pas urgence à tenir, le 26 août prochain, ces deux derniers scrutins. Au risque de me répéter, comme je viens de le dire, rendons-nous aux urnes ce jour-là de sept (7) heures à dix-huit (18) heures.

Abordons maintenant la "Provincialisation". Quels en sont brièvement les grands axes ?

Comme je l'ai indiqué plus haut, c'est une véritable vision, un projet à même de transformer notre société. Grosso modo, il s'articule autour de cinq pôles de développement (Haut-Ogooué-Ogooué-Lolo, Ngounié-Nyanga, Woleu-Ntem-Ogooué-Ivindo, Moyen-Ogooué-Ogooué-Maritime et Estuaire). À chacun d'eux, j'affecterai annuellement 100 milliards de nos francs. Dont 60 % à la charge des gouverneurs et les 40 % restants aux maires et présidents des conseils départementaux. En mettant également sur pied une Banque de développement dotée chaque année de dix (10) milliards de francs. Et auprès desquelles mes compatriotes, qui le voudront, pourront solliciter des crédits. L'idée étant de leur permettre de se réaliser tout en faisant en sorte que les gouverneurs, préfets, maires et présidents des conseils départementaux boostent localement le développement. Entendu que, du fait de leur

proximité, ils ont une meilleure connaissance des besoins de leurs administrés que le pouvoir central. Les autorités déconcentrées sont le prolongement du président de la République. Elles auront donc les moyens d'avoir plus de responsabilité et devraient, par là même, sortir du rôle d'agents de renseignements dans lequel elles sont aujourd'hui confinées. Et croyez-moi, notre pays dispose de suffisamment de ressources pour matérialiser tout ceci.

Une fois élu, quelles devraient être vos premières mesures ?

Tout d'abord, je m'adresserai à la Nation en invitant mes compatriotes à se réapproprier les valeurs d'abnégation, de persévérance, d'efforts, du travail. Ce qui leur permettra d'occuper, plus que maintenant, les petits métiers. Je ferai construire, dans le même temps, avec l'aide de nos partenaires, la route du développement. Celle-ci permettra aux Gabonais de mieux se connaître, de travailler et de prendre les rênes du développement de leur pays en étant plus dignes et fiers. Dans la foulée, j'instituerai un Revenu minimum universel (RMU) de 25 000 francs pour chaque Gabonais. Afin que chacun et chacune d'entre nous sache que les richesses de notre pays appartiennent à la communauté et que plus aucun de mes compatriotes ne naisse avec rien.

Au terme de cet entretien, un message à l'endroit de vos compatriotes à quelques semaines de la présidentielle ?

Je voudrais leur redire qu'aussi bien que dans ma vie privée que dans les différentes responsabilités que j'ai exercées, j'ai toujours pris soin de cultiver la patience, la persévérance, le goût de l'effort, du travail, etc. Gabonais et marié à une Gabonaise, je connais parfaitement leurs attentes. Issu d'une famille pauvre, j'ai pu me réaliser. Et que donc, la précarité n'est pas une fatalité. Pour ce faire, je leur propose la "Provincialisation", projet à même d'asseoir véritablement le développement de notre pays et de donner à ses enfants de réelles perspectives.